



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 11 FÉVRIER 2021

L'an deux mille vingt et un, le onze février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

### **Secrétaire de séance**

POUPON Julien

### **Excusés**

SOUDON Chantal (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)  
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)  
NICOLAS Angélique (pouvoir à ROULLEAUX David)  
QUENTRIC-BOWMAN Morgane (pouvoir à POUPON Julien)  
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)  
YVINEC Odile (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)

### **Absents**

CANN Joël, PHILIPPE Georges, GRALL Renaud

Conseil de Communauté du 11 février 2021  
Délibération n°DCC2021\_005

<b>Objet</b>	<b>Dispositif de soutien économique - aide aux créateurs et repreneurs d'entreprises</b>
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Economie
Thème	Economie

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Ce dispositif de soutien est proposé et financé par la Région Bretagne et les EPCI le déployant jusqu'au 30 juin 2021. Il s'adressera aux entreprises créées ou reprises depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Traditionnellement, pour les entreprises, les trois premières années sont les plus délicates à passer et la crise sanitaire, en impactant l'ensemble du tissu économique, les a fragilisées davantage. Ce dispositif permettra un soutien financier aux jeunes entreprises du territoire, souvent exclues des dispositifs COVID. Au vu des données à la disposition de la collectivité, une vingtaine d'entreprises pourraient être accompagnées par ce dispositif.

**Il est proposé de déployer le dispositif aide aux créateurs et repreneurs d'entreprises sur le territoire de la Communauté selon les critères d'éligibilités suivants :**

Bénéficiaires :

Toute entreprise indépendante créée ou reprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2020 inscrite au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers :

- De 7 salariés CDI équivalent temps plein maximum (hors Gérant/Président),
- Dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 1 Million d'euros HT,
- Disposant d'un local d'activité sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
- Ayant subi une fermeture administrative en 2020 Ou ayant perdu plus de 50% du CA par rapport au prévisionnel de l'année 2020.
- Le siège social de l'entreprise doit être sur l'une des 22 communes de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

En revanche, sont exclus du dispositif :

- le commerce de gros,
- les commerces non sédentaires et ambulants,
- les activités à domicile,
- le secteur médical et paramédical,
- les professions libérales,
- les activités financières (banques, assurances...),
- les succursalistes,
- les galeries et les zones commerciales : à déterminer avec les financeurs,
- les SCI, sauf dans les cas où au moins 50 % du capital de la SCI est détenu par la société d'exploitation ou par des associés de la société d'exploitation
- les drives
- les transferts d'activités, les créations d'établissements secondaires et d'activité complémentaire,
- les nouvelles immatriculations pour modification de statut,

Les auto-entreprises peuvent être éligibles au dispositif si l'activité est exercée à titre exclusif professionnel et non à titre complémentaire d'une autre activité (étudiant, salarié, retraité...). Les autres critères cités précédemment s'appliquent.

L'entreprise doit attester sur l'honneur remplir ses obligations légales, sociales et fiscales et ne pas être en situation de cessation de paiement au moment de sa demande.

Le calcul de la subvention se fait selon les modalités suivantes :

- 1 000 euros forfaitaire versés en une fois
- L'aide sera co-financée 50/50 par la Région Bretagne (500 €) et la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas (500 €)

Les modalités de mise en œuvre du dispositif sont les suivantes :

- La Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas instruira le dossier de demande complété par l'entreprise, notifiera l'aide accordée au regard des justificatifs demandés fournis, puis procédera au versement de la subvention.

### **DÉLIBÉRATION:**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du 11 décembre 2020, approuvant les dispositifs de soutiens économiques, mesures d'urgence COVID,

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 26 janvier 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Attractivité du 25 janvier 2021

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1:** Approuve l'ensemble des critères d'éligibilités évoqués dans la présente délibération,

**Article 2 :** Autorise le président ou son représentant à procéder à toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de ces mesures d'urgences COVID et notamment à signer tout acte ou toute convention à cet effet.